

que la démocratie constitue un droit universel, et ils ont lancé un appel à une solidarité humaine d'envergure planétaire.

Dans un certain nombre de pays, ce changement est caractérisé en partie par un engouement pour l'économie de marché, pour la méthode occidentale, qui représente une façon de faire aboutir les choses, par opposition au modèle collectiviste. Il n'y a là rien de surprenant pour ceux et celles d'entre nous qui viennent du tiers-monde; car avant l'Europe de l'Est et l'Union soviétique, beaucoup de pays du tiers-monde avaient déjà eu un avant-goût de la loi du marché. Mais ils avaient dû apprendre à leurs dépens que la loi du marché n'a rien de magique et qu'elle peut, en effet, se révéler impitoyable. Il faut espérer que les nouveaux dirigeants en Europe centrale et en Europe de l'Est vont comprendre que le capitalisme, comme le socialisme, doit avoir un visage humain.

LE FAIT QUE, DE NOS JOURS, IL Y A ENCORE DES ENDROITS DU MONDE OÙ LE voeu de liberté n'est pas comblé, et ce en dépit de nos autres réalisations, constitue une véritable mise en accusation de l'humanité tout entière. Cette situation s'explique encore trop souvent par notre capacité quasi incroyablement de priver d'autres êtres humains de libertés que nous apprécions le plus nous-mêmes, et de leur infliger les plus horribles injustices quand ils les réclament en disant y avoir droit. Et au milieu de certains mouvements de libération, on distingue, parfois de façon implicite, une volonté d'autonomie; on semble mettre l'accent sur le fait ethnique, sur des nationalismes étroits, sur des tribalismes d'un genre ou d'un autre, voire sur un engouement pour le fondamentalisme. Cette volonté de liberté pourrait présager la désintégration des sociétés selon des modalités que nous n'avons pas encore commencé à envisager.

Hier soir, soucieux de respecter l'obligation faite aux gens de l'extérieur de ne pas intervenir, mais aussi désireux de remplir (du moins, je l'espère) le devoir incombant aux amis et à la famille, qui ne doivent pas se taire quand le danger menace, je me suis risqué à exprimer quelques réflexions sur certains problèmes actuels du Canada. J'ai rappelé à la *Royal Commonwealth Society* à quel point le Commonwealth apprécie le Canada, pour la puissance et le respect qu'il lui a apportés, à quel point le Canada, de par sa simple existence, a fait du monde un endroit meilleur. J'ai dit que l'unité du Canada, son éthique multiculturelle, son intégrité nationale (territoriale et autre), ne sont pas simplement des atouts nationaux, mais aussi des cartes internationales; que le Canada est lui-même une «société distincte» qu'il est important de préserver; que le Commonwealth et le monde dans son ensemble en pâtiraient si les choses tournent mal ici; que l'enjeu a des répercussions pour nous tous.

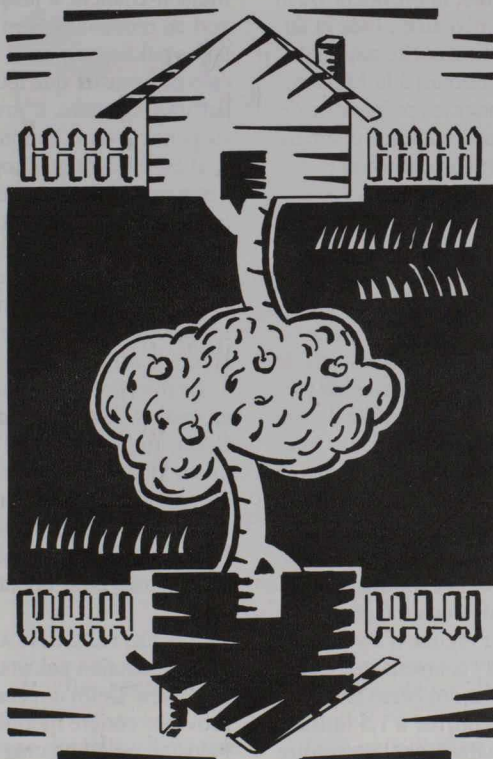
Aujourd'hui, je tiens à ajouter ceci : quels que soient les arguments avancés, pour ou contre, il y a sûrement moyen de satisfaire toutes les demandes dans le contexte d'un Canada uni et unique. Il n'existe aucun principe d'autodétermination qui mène inexorablement au démembrement national; à l'époque de la décolonisation, le problème était tout autre. À ce moment-là, les peuples voulaient l'autodétermination pour se libérer d'une domination extérieure. Or, cette notion n'a aucune application dans les pays établis. L'autonomie, la décentralisation, le fédéralisme, le pluralisme sous toutes ses facettes, des formes d'expression économique, sociale, culturelle et politique qu'il nous reste à formuler, voilà autant de visages que peut prendre l'autodétermination au sein des nations. Ces expressions n'ont pas pour résultat de violer les frontières; elles ne portent pas atteinte à l'intégrité territoriale d'une nation. Le droit à l'autodétermination de tous les Canadiens – comme celui de tous les Guyanais, de tous les Indiens, de tous les Russes, de tous les citoyens de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de tous les Yougoslaves et de tous les Sud-Africains – ne donne pas le droit de cesser d'être Canadien ou de faire disparaître le Canada. La doctrine n'a rien de nouveau. Vous vous y conformez depuis des années déjà; elle a renforcé et

ennobli le pays. Puissiez-vous continuer de la respecter, pour le plus grand bien du Canada et de toutes les sociétés pluralistes.

MAIS IL Y A AUTRE CHOSE : NOUS TARDONS CERTAINEMENT TROP À RECONNAÎTRE que nous devons tout simplement faire taire un peu la voix de la souveraineté nationale et nous acheminer vers la loi du droit exécutoire à l'échelle mondiale si nous voulons nous sauver. Il est urgent que des esprits audacieux rédigent une éthique de la survie humaine et que nous élaborions, pour relever les défis actuels, des stratégies mondiales qui complètent la vision internationaliste entraperçue par les puissances victorieuses en 1945, au moment de la création de l'ONU.

Cette vision reposait sur les deux piliers que sont les notions de paix et de sécurité. Il y a longtemps que les perspectives n'ont pas été aussi bonnes pour que règne la paix entre les superpuissances, pour que n'éclate pas entre elles une guerre apocalyptique. Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Nous admettons volontiers que la paix ne se résume pas à une absence de guerre;

mais sommes-nous vraiment prêts, en tant que société humaine, à forger des socs à partir de nos épées ? Au niveau de l'être humain, mais aussi à l'échelle nationale, on ne peut pas vraiment parler de sécurité, dans quelque sens que ce soit, si une partie de l'humanité vit en état de privation chronique. La pauvreté elle-même est synonyme d'insécurité. Elle signifie l'insécurité pour l'individu qui craint la faim, la maladie et la mort prématurée, trois fléaux qui sont le lot de centaines de millions de personnes qui vivent en marge de l'existence, d'une agriculture de subsistance et dans des bidonvilles urbains. Elle est synonyme d'insécurité pour la nation dans la mesure où celle-ci n'a pas la maîtrise de facteurs externes instables et négatifs faisant fluctuer les marchés de matières premières et de capitaux. Le pays est dès lors incapable d'engager des dépenses publiques élémentaires; il dépend de l'aide financière extérieure, avec toutes les conditions dont elle est assortie, et il subit l'inégalité des pouvoirs de négociation qui caractérise les relations économiques avec l'extérieur. Dans le contexte des relations Nord-Sud, nous sommes toujours plongés dans une époque de Guerre froide. Tout au long des années 1980, il n'y a pas eu de vrai dialogue structuré entre le Nord et le Sud sur le thème de l'économie mondiale.



Benoit Eschenstein

NOUS SAVONS RECONNAÎTRE QU'UNE SOCIÉTÉ nationale ne peut pas être en paix si le pouvoir, les privilèges et la prospérité ne sont l'apanage que de quelques-uns. Comment pouvons-nous croire que notre société mondiale puisse vivre en paix alors qu'elle souffre de pareilles disparités ? Il y a aujourd'hui beaucoup plus de gens souffrant d'insécurité économique que militaire : ceux qui meurent avant l'heure et ceux dont l'existence est marquée par les mêmes privations et mutilations que celles allant de pair avec les conflits militaires. En cinq ans, les ravages de la pauvreté et du sous-développement ont fait au moins 35 millions de victimes, sans compter les innombrables vies écourtées et insatisfaisantes. Pour les pauvres, c'est toujours la guerre.

Le relâchement des tensions Est-Ouest nous fournit certainement une occasion de profiter de nos interdépendances pour apporter des changements dans de nombreux domaines, et de progresser vers un monde qui respectera le caractère indivisible de l'humanité : un monde où nous serons davantage en mesure d'assurer le développement et de reprendre le dialogue sur la coopération. Un chemin s'ouvre devant nous : un chemin pour la survie humaine, un espoir d'avancer en renforçant les mécanismes collectifs et en découvrant de nouvelles façons de résoudre les problèmes dans la coopération, et non dans l'affrontement; un monde plus démocratique régi par une administration mondiale plus éclairée. □

*Au cours de la dernière visite qu'il effectuait dans la capitale d'un pays du Commonwealth en qualité de Secrétaire général de cet organisme, Shridath Ramphal a prononcé un discours à l'Institut pour la paix et la sécurité, à Ottawa, le 5 juin. Le présent article est tiré du discours.*